



# JOURNÉE D'ACTION RÉGIONALE St-Henri, le 28 février 2013

Plan de développement agricole  
et agroalimentaire régional  
2010-2014

**Où voulons-nous  
aller ?**

**2014**



**1 AN**



Jean-Michel  
Bordron

Coordonnateur  
du PDAR  
2010-2014

## Après 15 années de concertation régionale, où voulons-nous aller ?

### D'où venons-nous ?

#### - 28 juillet 1997 : Naissance de la TACA

- Mission : Favoriser la concertation et la coordination des efforts de développement du secteur agroalimentaire de la région Chaudière-Appalaches.

#### - Juin 2002 :

- Positionnement stratégique de la TACA sur les champs de la diversification des productions, de la différenciation des produits et de la mise en marché par les circuits courts.

#### - L'année 2004 – 2005 :

- Des rencontres entre le MAPAQ et l'UPA, émerge une réflexion à l'effet de doter la Chaudière-Appalaches d'une planification stratégique agroalimentaire.

#### - Du PSAR 2005-2010 au PDAR 2010-2014 :

- À l'automne 2009, le PDAR 2010-2014 intègre de nouvelles dimensions : les agricultures non alimentaires ou agro-industries, la relation avec le consommateur ...

#### - 2014, une nouvelle page à écrire ...

Pierre Lemay

Pilote de l'axe  
Productions  
agricoles

Roger  
Lamontagne  
Pilote de l'axe  
Transformation  
alimentaire

## Des entreprises performantes, créatrices de richesses, qui s'adaptent à un monde changeant

Pour la production agricole, la Chaudière-Appalaches reste une région d'éleveurs. Au-delà des données macro (2<sup>e</sup> région du Québec pour la production agricole et 3<sup>e</sup> pour la transformation alimentaire), les 15 dernières années ont vu notre région consolider ses points forts (production et transformation des viandes) et ouvrir de nouvelles perspectives alors que son environnement d'affaires a été bousculé.

La diversification des productions progresse, toujours sur la base des productions animales. Le tissu des PME s'est étoffé sur une base d'innovation et de diversification (fromages, alcools, charcuteries, ...). Ce développement a été accompagné par un renforcement des services-conseils et de l'offre de formation. La dynamique de concertation a permis d'accompagner les entreprises dans leur nécessaire adaptation et de nombreuses avancées ont été faites.

Pour ce qui concerne maintenant l'avenir, les défis n'ont pas diminué : capacité de gestion des entrepreneurs, marchés, innovation et productivité. Mais aussi formation et rétention des ressources humaines et relève.

Sarah  
Lepage

Conseillère  
en développe-  
ment régional  
MAPAQ

## 15 ans d'actions pour permettre un meilleur accès aux marchés

Sous l'influence de multiples facteurs (demande accrue des consommateurs, nouveaux types d'entrepreneurs, etc.), l'offre alimentaire de la Chaudière-Appalaches s'est considérablement élargie avec une multiplication de nouveaux produits (fromages fins, petits fruits, alcools et viandes différenciées, etc.) et de services (agrotourisme entre autres).

Les entrepreneurs ont progressé dans le travail collectif. L'effet démultiplicateur de l'action collective et le dépassement de la compétition apparente ont fait évoluer l'environnement d'affaires tel que le montrent les initiatives suivantes : Réseau des Arrêts gourmands, Goûtez Lotbinière, Regroupement des producteurs de bleuets, etc.

Cette évolution s'est finalement fait ressentir dans les relations entre les acteurs et les territoires et ce, à de multiples échelles. Des alliances locales (ex : projet lin dans L'Islet) et régionales (ex : Journées Couleurs et saveurs) ont contribué à conforter la concertation de la filière agroalimentaire régionale telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Toutefois, un bon nombre de défis demeurent à relever, d'abord pour assurer la rentabilité et la pérennité de nos entreprises (la question de la relève notamment) tout en tentant de mieux répondre aux besoins de la clientèle.

Sébastien  
Bécharde

Agent de liaison  
Axe Citoyens-  
Consommateurs

## De voisins à partenaires : 15 années à s'appivoiser

Que de chemin parcouru en quinze ans ! Vous vous rappelez ? Le film "Bacon", le tollé médiatique autour de la production porcine, les séances de conseils municipaux houleuses... Ces épisodes ont montré combien les incompréhensions étaient nombreuses de part et d'autre.

Depuis quinze ans, de multiples actions ont été initiées pour rapprocher le secteur agroalimentaire du consommateur : Portes ouvertes sur les fermes du Québec, campagnes gouvernementales, l'émergence de la culture "foodies", des chaînes de télévision spécialisées, les avertissements des jours d'épandage, etc. Même la télé-réalité s'est mise de la partie avec *l'Amour est dans le pré*.

Tous ces efforts auront permis une prise de conscience régionale et une reconnexion graduelle entre le secteur agroalimentaire et les citoyens-consommateurs. Un sondage, réalisé en 2006, a mis la table pour deux générations de plan de communication régional. Ils ont mis l'accent sur la relation avec les journalistes et leur traitement de l'information, en plus de développer des contacts avec le milieu : auprès des jeunes entre autres. Ces initiatives s'ajoutent à celles déjà réalisées par les partenaires de la région, entre particulier, celles qui font la promotion des produits et de leurs artisans.

Que reste-t-il à faire? Faire vivre un réel dialogue, en consultant régulièrement les citoyens, et mieux répondre à leurs besoins. Le travail ne manque pas, y serez-vous ?

# Regard critique sur 15 ans de développement agroalimentaire régional

**Sans être parfait, le PDAR est très encourageant pour l'avenir. Ainsi :**

- Nous **avons appris à nous parler**, à nous connaître et cela a débouché sur divers comités de concertation et projets (Couleurs et saveurs de la Chaudière-Appalaches, circuits courts, relance de la culture du lin, ...);
- Chaque **territoire se questionne davantage** sur l'agroalimentaire. On peut donc s'inspirer de ce qui se passe sur les territoires;
- Nous **comprenons mieux les besoins des médias**. En retour, ils comprennent eux aussi mieux notre réalité et se réfèrent plus à nous;
- Nous **connaissons mieux les citoyens-consommateurs**, tant dans leurs besoins d'informations que dans leurs exigences à l'égard des produits et des modes de production.

**Cependant, des progrès restent à accomplir :**

- Poursuivre la **mobilisation des organisations** autour des orientations régionales afin que toutes les énergies s'inscrivent dans le travail collectif;
- Aider les entreprises à petits volumes à entrer dans une **mise en marché collective**;
- Renforcer les **maillages entre entreprises** pour favoriser l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- **Approfondir les relations** entre les échelons locaux (MRC) et le régional afin de développer de nouvelles interventions au service des entreprises.

**Des pistes pour l'avenir s'esquissent :**

- Renforcer la **mise en marché collective**;
- Chaque territoire de la région doit se donner ses **orientations de développement**, à partir de ses potentiels, de ses forces;
- Les **agricultures non alimentaires** recèlent de nombreux potentiels de développement, à travers de multiples molécules à valeur ajoutée (chimie, santé, industries, etc.);
- La **relève des entrepreneurs** reste plus que jamais un indicateur stratégique de la vigueur du tissu économique des territoires;

Et vous, **que pensez-vous de ces quinze années de développement** ? Regroupez-vous pour débiter l'atelier 1. Vous pouvez utiliser la feuille de notes "atelier 1".

Frédéric  
Paré

Coordonnateur  
Coalition pour  
la souveraineté  
alimentaire

## Un autre système alimentaire est possible !

On m'a demandé s'il fallait craindre les nombreux **accords commerciaux internationaux que le Canada a signés ou ceux qu'il souhaiterait signer dans les prochaines années.**

Vous comprendrez que la réponse diffère selon l'interlocuteur à qui ont la pose. Vous comprendrez aussi que l'État a ses raisons, que des opérateurs économiques n'ont pas. Vous comprendrez que les travailleurs du système alimentaire l'envisageront sous l'angle de l'application que les pays font du droit au travail décent chez eux, que les agriculteurs l'envisageront sous l'angle des avantages comparatifs sur lesquels ils peuvent ou non compter, que les citoyens à faible revenu y répondront selon l'accessibilité et la stabilité des prix au détail des aliments de base que l'ouverture des marchés et la concentration économique peut contrecarrer. Les environnementalistes pourraient poser la question de l'externalisation des enjeux environnementaux qu'entraîne la marchandisation des aliments, comme la disparition dramatique du patrimoine génétique nourricier, le transport des aliments sur des distances inlassablement grandissantes entre le lieu où ils sont produits et celui où ils sont consommés. En haut-gestionnaire de Nestlé, vous répondrez que non seulement on ne doit pas craindre les accords de libre-échange, mais qu'ils sont au contraire le gage de notre sécurité alimentaire, ainsi confiée aux opérateurs les plus efficaces, ceux capables de produire des aliments à moindre coût, pour une planète toujours plus peuplée.



Le travail de la Coalition pour la souveraineté alimentaire est de convaincre nos parlementaires de l'importance qu'ils œuvrent rapidement à la réhabilitation de leur propre capacité à décider, de celle de l'État, et de leur proposer une solution juridico-politique à caractère international, pour y parvenir. Car qui, sinon l'État, peut être responsable de la sécurité alimentaire, du droit au travail décent, du droit à la santé, ou de celui à un environnement sain ? Le problème n'est pas le commerce en soi, mais bien le droit au commerce, devenu plus fort que ces droits humains fondamentaux et nivelant de larges pans des politiques agricoles de par le monde.



1 800 363-7777  
INFOTOURISME

Québec

À l'échelle des régions du Québec, **comment contribuer à cette restauration du politique, à la souveraineté alimentaire ?**

Placés devant des états de fait issus de la seule volonté des communautés locales et régionales, les gouvernements modifieraient plus aisément et après-coups, les normes sociales, les politiques publiques pour refléter ces évolutions. Selon cette approche (du tout au marché), il suffirait d'être patient, de travailler d'arrache-pied sur le développement de circuits courts et de produits de niches, d'innover, ou pour les plus grandes entreprises, de réduire les coûts de production, et de mesurer scrupuleusement l'évolution des ventes et des profits, à l'échelle de votre région. S'il faut continuer, assurément, à faire ce type de travail à défaut de politiques publiques fortes pour une plus grande autonomie alimentaire, il faut aussi éviter le « burn out ». Parier sur les citoyens « mangeurs » dont les moyens économiques sont globalement décroissants (Rapport OCDE décembre 2011) et sur des opérateurs économiques placés en concurrence aux échelles locale, régionale, nationale et de plus en plus internationale, relève de la naïveté, sinon de l'entêtement idéologique. Alors, les acteurs économiques et citoyens d'une région peuvent développer aussi des circuits courts ... de communication avec leurs élus.



## Une année à escalader le mur des idées et des projets

Rappelez-vous. Il y a un an, nous présentions le mur des idées et des projets, qui a été érigé à partir de vos suggestions. Des propositions qui ont été faites, un grand nombre ont d'ores et déjà vu des avancées. Par exemple :

- Six **marchés publics** sont actifs en Chaudière-Appalaches;
- Le **réseau des Arrêts gourmands** poursuit son développement avec près de 140 entreprises;
- La **collaboration entre les organisations** dédiées au développement régional n'a jamais été aussi active. L'appui aux entreprises est ainsi facilité;
- Les **journées Couleurs et Saveurs de la Chaudière-Appalaches** ont animé les 9 MRC et la Ville de Lévis en 2012. Elles reviennent en 2013;
- Le **regroupement des producteurs de bleuets** se poursuit et envisage de nouveaux développements.
- Près de 5 000 enfants ont découvert le secteur agroalimentaire à travers **Du producteur à mon bedon**;
- L'**approvisionnement des institutions de santé** est en vue.

Autant de germes de changement pour demain... Le mur n'est pas infranchissable et c'est ensemble que nous arriverons à le construire ou à l'escalader.



## Débuter un nouveau cycle de développement

Le conseil d'administration de la TACA a décidé d'entreprendre une démarche de planification stratégique pour, au printemps 2014, débuter un nouveau cycle de développement. L'objectif est, dans l'immédiat, de mieux connaître les préoccupations et attentes des différents acteurs concernés par le développement du secteur agroalimentaire. Nous tiendrons donc, d'ici à l'automne 2013, une série d'activités qui vous amènera à être interpellé. Soit :

- L'analyse bibliographique du contexte socio-économique ;
- Des rencontres de travail et focus-group avec les partenaires et les cibles visées ;
- Des enquêtes auprès des entreprises ;
- La rédaction des nouvelles orientations pour la période 2014-2020.

Aux partenaires institutionnels déjà engagés dans le chantier du développement de la filière agroalimentaire, nous souhaitons que notre secteur renforce ses liens avec :

- Les **coopératives**, qui sont des moteurs dans leurs territoires ;
- Les **CLD et les SADC**, acteurs incontournables du devenir des entreprises ;
- Les **équipes municipales**, en première ligne de la dynamique territoriale ;
- L'**Agence de santé et des services sociaux (ASSS)**, pour le rôle reconnu à l'alimentation dans les problématiques de santé publique ;
- La **Commission régionale de développement social** de la CRÉ (CRDS), très engagée sur les liens entre la sphère sociale et la filière agroalimentaire.

La journée d'aujourd'hui s'inscrit dans cette démarche visant à renouveler les orientations régionales. Merci d'y avoir participé. Nous souhaitons que vous restiez en alerte face aux prochaines étapes qui vous solliciteront.



## Pour joindre l'équipe du PDAR 2010-2014

5410, boul. de la Rive-Sud, bur. 77  
Lévis (Québec) G6V 4Z2

Téléphone : 418 837-9008 (voir les numéros de postes ci-dessous)  
Télécopieur : 418 837-1138  
Courriel: pdar20102014@gmail.com



## Pilotes et agents de liaison

Axe de travail	Pilote	Agent de liaison	Poste
Axe Productions agricoles	Pierre Lemay (MAPAQ)	Jean-Michel Bordron	p. 243
Axe Transformation alimentaire	Roger Lamontagne (MAPAQ)	Marylou Boulianne	p. 229
Axe Diversification	Jean-Michel Bordron (TACA)	Josée Boutin	p. 234
Axe Agro-industries	Martin Vaillancourt (CRÉ)	Ariane Sansoucy-Brouillette	p. 263
Axe Citoyens-Consommateurs	Pierre-Nicolas Girard (UPA)	Sébastien Béchard	p. 241

## Partenaires du PDAR 2010-2014

